

RECTIFICATIF

Dans sa contribution à la rubrique « Débats » du numéro 69 de la revue, intitulée « Six personnages, et quelques autres, en quête d'un africanisme », Jean Copans avait mentionné à la note 26 de la page 101 la présence des noms de Catherine Coquery-Vidrovitch et de Jean-Louis Triaud dans le Conseil d'orientation de la Fondation F.-Houphouët-Boigny. En fait ces deux collègues avaient quitté cet organisme depuis plusieurs mois déjà devant son extrême politisation officielle. Ils nous ont permis de reproduire ici leurs courriers de démission dont la signification doit être méditée. Et nous regrettons évidemment d'avoir fourni une information erronée et obsolète.

Lettres de Mme Catherine Coquery-Vidrovitch, professeur à Paris-VII et de M. Jean-Louis Triaud, professeur à l'université de Provence à M. Alioune Traoré, Secrétaire Exécutif du Prix Houphouët-Boigny pour la Paix, UNESCO, 1, rue Miollis, 75015 Paris.

Cher ami,

Tout en vous adressant mes meilleurs vœux pour la nouvelle année, je me permets de vous signaler que je n'ai guère apprécié de figurer dans *Fraternité-Matin* avec mon adresse *personnelle* – ce qui me vaut d'ailleurs, depuis lors, de recevoir des suppliques d'ivoiriens désargentés...

J'accepte volontiers de donner mon avis sur un Centre de Documentation – c'est mon métier. Mais je ne tiens pas à voir mon nom utilisé dans une opération politique au nom d'Houphouët-Boigny, personnage envers lequel je n'ai aucune estime particulière...

Je vous serai donc reconnaissante de veiller à l'avenir à ce que mon nom ne soit utilisé que dans le cadre du Centre de documentation prévu. N'étant pas partie prenante de la Fondation pour la Paix, je n'ai pas à y figurer, à quelque titre que ce soit.

Je vous remercie vivement pour ce faire.

Croyez à mon très cordial souvenir,

Catherine Coquery-Vidrovitch

23 décembre 1997

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Il y a déjà plusieurs semaines, le contenu d'un numéro de *Fraternité-Matin* (celui en date des 6-7 décembre 1997), dans lequel figurait la liste des membres du « Conseil International d'Orientation » de la Fondation Houphouët-Boigny, a été porté à ma connaissance. J'ai attendu que la période des fêtes soit passée pour vous faire part de mon sentiment.

Cet article a attiré mon attention pour plusieurs raisons. Je passe sur l'indiscrétion inhabituelle que représente la publication de mon adresse personnelle, et celle d'autres collègues. Ce n'est, cependant, pas là l'essentiel, même s'il s'agit d'une mauvaise manière.

J'ai surtout pris connaissance, pour la première fois, par des voies que j'aurais souhaité plus directes, de la composition complète de ce Conseil. De nombreux historiens de différents pays sont présents dans cette liste, ce qui est normal s'agissant d'une œuvre de mémoire dans laquelle l'histoire tient une place notable. Mais aucun historien ivoirien n'y figure, ce qui est un signe de défiance inacceptable. Les seuls Ivoiriens participant à ce Conseil, au nombre de trois, sont des personnalités officielles. Vous comprendrez que je ne puisse, en tant qu'universitaire étranger, servir de caution à une telle absence de représentation de nos collègues.

Enfin, comme vous le savez, j'avais marqué de nombreuses réticences devant les conditions particulières qui entouraient la rencontre de décembre 1997, et j'avais choisi de ne pas m'y rendre, invoquant, par courtoisie, des raisons professionnelles d'ailleurs réelles. Alors que la réunion de janvier 1996 s'en était tenue à un cadre professionnel dans lequel je pouvais effectivement remplir mon rôle d'historien de l'Afrique, celle de décembre s'annonçait comme une rencontre de nature politique – ce qu'elle a effectivement été –, dans laquelle je ne saurais me reconnaître.

Ces différentes circonstances m'amènent à me retirer de la Fondation Houphouët-Boigny. Si une Fondation de ce type n'a pas pour but de réunir la nation ivoirienne dans la diversité des expressions et des compétences de ses fils, je ne saurais pour ma part m'y associer. L'histoire a déjà retenu dans la personnalité de Félix Houphouët-Boigny le fondateur de la nation ivoirienne et un acteur politique majeur. Il importe que, au-delà des intérêts de parti et de gouvernement, cette figure soit prise en charge par l'ensemble de la nation ivoirienne actuelle, et c'est bien en ce sens que plusieurs participants à notre rencontre de janvier 1996 s'étaient exprimés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de ma haute considération.

Jean-Louis Triaud
19 janvier 1998